

COMMUNISTES

Opération vérité sur les salaires

Le 3 février à Matignon

5, boulevard des Invalides. 13 h



Vidéo

André Chassaigne répond au discours de Gabriel Attal

Casquettes

Anne-Marie Idrac préside depuis quelques jours la Sanef, fameuse (et contestable) société d'autoroutes dont on parle beaucoup ces jours-ci (où elle succède à Alain Minc, un expert, comme on sait, des questions autoroutières : mais Minc est expert en tout, c'est bien connu). Idrac, donc, après avoir été secrétaire d'État, avoir présidé la Ratp puis la Sncf, multiplie les petits jobs ; on la retrouve aux conseils d'administration de Bouygues, de TotalEnergies, de Saint-Gobain, d'Air France/KLM ; ex-présidente de Toulouse Blagnac, elle est consultante chez Sia Partners et supervise France Logistique, un lieu clé où s'entremêlent public et privé. On hésite sur le mot exact pour caractériser l'action de cette macroniste assumée : gloutonnerie, voracité, avidité ? *Le Figaro Économie* dit qu'elle « cumule les casquettes ». C'est gentiment dit. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

"Donner les moyens au PCF d'intervenir"

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Opération « vérité sur les salaires »

FACE À LA SMICARDISATION DE LA FRANCE, LE GOUVERNEMENT DOIT AGIR !

En ce début d'année 2024, le pouvoir d'achat demeure la priorité des Français.

Ces dernières années, sous les coups de l'inflation et en l'absence d'une véritable politique salariale, la France s'est « smicardisée ». Alors qu'en 2021, 12 % des travailleurs étaient payés au Smic, ils sont aujourd'hui 17,3 %. La France compte ainsi, en ce début d'année, 3,1 millions de salariés payés au Smic, dont 58 % de femmes travaillant dans des secteurs économiques essentiels.

Cette France condamnée aux petits salaires, c'est le résultat d'une politique économique sciemment mise en œuvre par le gouvernement, reposant sur l'exonération de cotisations sociales sur les bas revenus et le refus d'indexer l'ensemble des salaires sur l'inflation. En ce début d'année 2024, ce que veulent les Françaises et les Français, c'est voir leur pouvoir d'achat augmenter et vivre dignement de leur salaire.

C'est pourquoi le PCF interpelle le futur Premier ministre sur cette réalité inacceptable que le gouvernement semble ignorer et lance, dans le cadre de sa campagne pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère, « l'opération vérité sur les salaires, les retraites et les revenus du capital ».

Le PCF invite ainsi les salarié·e·s à lui envoyer leur fiche de paie, en masquant leur nom et en indiquant leur ancienneté, à l'adresse suivante : salaires@pcf.fr

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et les deux présidents des groupes parlementaires, André Chassaigne et Cécile Cukierman, demandent à être reçus à Matignon le 3 février prochain, afin de remettre au Premier ministre l'ensemble de ces fiches de paie ainsi que les dizaines de milliers de pétitions déjà signées exigeant l'indexation des salaires sur l'inflation. ✪

Parti communiste français

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

1^{er} février : Manifestations pour l'éducation, dans toute la France

1^{er} février, à partir de 18h30 : Initiative des Amis de l'Humanité dans la Somme sur l'économie sociale et solidaire (ESS), avec Frédéric Fauvet, président du CRAJEP Hauts-de-France, Lucien Fontaine, fondateur de Collab Solidaire, et Janine Guespin du collectif ESS du PCF. Espace Dewailly, salle Lucie-Aubrac, Amiens (80)

1^{er} février, à partir de 19h30 : Conférence sur l'histoire de Missak et Mélinée Manouchian et le symbole de leur panthéonisation avec Pierre Ouzoulias, vice-président du Sénat, sénateur des Hauts de Seine. Section du 12^e arrondissement, 56 rue du rendez-vous (75012)

1^{er} février, à partir de 20 h : Réunion publique : « Comment sauver notre système de santé ? », avec le Dr Caroline Bremaud, Michèle Leflon, Frédéric David et Gwenn Kulikovi. Salle des fêtes, Arthezé (72)

3 février, à partir de 10 h : La cellule Axe Chave de la section Marseille 4e-5e organise une réunion publique autour de l'Europe et de ses enjeux. 88 boulevard Chave, Marseille (13)

3 février, à partir de 13 h : Opération Vérité sur les salaires : toutes et tous à Paris, devant Matignon ! Rendez-vous au 5 boulevard des Invalides.

5 février, à partir de 19 h : Vernissage de l'exposition consacrée à Missak et Mélinée Manouchian : Introduction par Fabien Roussel, message de Katia Guiragossian puis table ronde - Claudie Bassi-Lederman (MRJ-MOI), Pierre Ouzoulias (vice-président du Sénat), Denis Peschanski (historien), Jean-Pierre Sakoun (Unité laïque), Jean Vigreux (historien) et projection du film de Pierre Chassagnieux et Pauline Richard, « Nous étions des combattants ». Siège national du PCF (75019)

6 février, à partir de 14 h : Ciné-débat sur le thème de la prévention de la guerre nucléaire et de la solidarité : documentaire Tarara après l'accident de Tchernobyl, et pendant 20 ans, Cuba a accueilli et soigné plus de 26 000 enfants des zones contaminées. Tarif : 6__€. Cinéma Pathé-Madeleine, Marseille (13)

6 février, à partir de 19 h : Débat-dédicace : Cuba, 65 ans de solidarité. Avec Paul Estrade, historien et André Chassaigne. Section PCF Paris 20, 3 place des Grès

8 février, à partir de 11h30 : Hommage aux victimes de Charonne. Hommage à 11h30 au métro puis, à 13 h, dépôt d'une gerbe au cimetière du Père-Lachaise.

8 février, à partir de 18h30 : Débat sur les prochaines élections européennes, suivi par un apéritif dinatoire organisé par la section José-Marti. Réservations au 0670521932 ou pcf.pignan@orange.fr. Caves du château de Pignan (34)

9 février, à partir de 18h30 : Conférence-débat dans le cadre de la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian organisée par la section PCF de Romans-sur-Isère. Cette soirée sera animée par Gérard Streiff, auteur du livre « Missak et Mélinée Manouchian : un couple en Résistance ». Salle Charles-Michels, Romans sur Isère (26)

15 février, à partir de 17h30 : Les communistes de la CASA (Communauté d'agglomération Sophia Antipolis) organisent une journée d'hommage à Missak et Mélinée Manouchian et aux FTP-MOI. Au programme : projection d'un film retraçant l'histoire du « Groupe Manouchian », débats et échanges, exposition photos et documents, stands d'associations, buffet... Espaces du Fort Carré, Antibes (06)

Une journée de campagne en Normandie

La présence de Léon Deffontaines et de Sigrid Gérardin en Normandie, jeudi 25 janvier, a incontestablement lancé la campagne pour les élections européennes du 9 juin 2024.

Le candidat communiste a commencé sa journée dans l'Orne, à Camembert. Il a rencontré un producteur de fromage et échangé sur la situation très difficile que vivent les agriculteurs. Il a dénoncé la concurrence libre et non faussée imposée par Bruxelles aux États et qui tire les prix agricoles vers le bas et empêche nos agriculteurs de gagner dignement leur vie.

À Lisieux, c'est en présence de Laurence Cohen, sénatrice jusqu'en 2023 et spécialiste dans l'Assemblée des questions liées à la santé et à la production des médicaments, que les deux candidats sont allés à la rencontre des ouvriers et employés de Sanofi. La multinationale française produit des médicaments dont l'émblématique Doliprane.

Léon Deffontaines s'est attaché à démontrer les mécanismes de la mondialisation. Dans l'industrie pharmaceutique comme dans d'autres, c'est la décomposition internationale du processus de production. Celui qui fait qu'un produit soit le résultat d'une suite d'actions entreprises dans plusieurs pays jusqu'à son assemblage final. L'objectif est de réduire les coûts pour maximiser le profit. Ainsi, les entreprises n'hésiteront pas à délocaliser tout ou partie de la production. Les ouvriers de Sanofi à Lisieux redoutent la cessation de la production du Doliprane, ou sa délocalisation.

La santé, qui doit être considérée comme un bien commun, n'échappe pas à la logique capitaliste et les candidats ont fait la proposition de porter dans la campagne la mise en place d'un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution de médicament au niveau national et européen. Dans un échange avec deux des représentants du personnel, ils apprennent que la direction est très avare en communication sur l'entreprise et l'évolution de l'activité. Ils déplorent par ailleurs le niveau bas des salaires face la situation actuelle sur le front des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

L'après-midi, Léon et Sigrid ont été reçus par le maire communiste de Dives-sur-Mer, Pierre Mouraret, en compagnie de nombreux élus du conseil municipal. La discussion a porté sur les enjeux des élections européennes.

En soirée, une rencontre publique à Mondeville a été le point d'orgue de la journée. Dans la salle, les participants très nombreux ont dit leur plaisir de faire connaissance avec la tête de liste. Les candidats ont décliné les grands axes de leur campagne : lutte contre l'Europe libérale qui organise la concurrence de tous contre tous, impose des cures d'austérité aux gouvernements des pays membres de l'Union, attaque les services publics... Puis s'en est suivi une discussion à bâtons rompus sous



forme de questions/réponses. Dans leurs réponses, rien n'est éludé. Ils ont démontré qu'une autre Europe est possible : une Europe des peuples souverains coopérant librement, une Europe de la paix, une Europe de la solidarité. Avant de regagner Paris, participante et candidats ont partagé un moment de convivialité ravis.

Ce fut une belle journée de lancement d'une campagne citoyenne qui peut, le 9 juin, faire déjouer les pronostics en envoyant des députés communistes et des citoyens divers au Parlement européen pour faire changer les choses au profit du plus grand nombre. 🇪🇺

Mahama Compaoré
secrétaire départemental

Marie-Jeanne Gobert
membre du CN



Attaque contre les services publics

Nos services publics sont une richesse collective gagnée de haute lutte. Ils jouent un rôle central pour toutes et tous car ils portent l'objectif intrinsèque de garantir l'effectivité de nos droits fondamentaux, sans discrimination et dans le respect des valeurs d'égalité, de liberté, de fraternité et des principes de laïcité.

Pourtant, ils sont attaqués frontalement par les gouvernements qui appliquent, sans aucune considération pour les populations, la loi du marché portée par les orientations libérales de l'Union européenne. À rebours des besoins des populations, de l'intérêt général et des enjeux climatiques et démocratiques, ces attaques coordonnées brutales ne servent que les intérêts particuliers de quelques-uns.

Les politiques d'austérité et leurs lots de casse des droits des agent·e·s et des usager·e·s s'appliquent à marche forcée dans quasi tous les ministères de la fonction publique : l'agriculture, l'environnement, la culture, la justice... L'état de nos hôpitaux publics est emblématique : 29 000 lits supprimés depuis 2017, impliquant un parcours de combattant·e·s pour accéder aux soins, des inégalités territoriales accrues, des services saturés et des personnels soignants dans des situations professionnelles intolérables. En 20 ans, 33 % des maternités ont été purement et simplement fermées. Un fait déjà grave pour les droits des femmes mais qui prouve aussi la duplicité de l'annonce d'Emmanuel Macron sur le « réarmement démographique ». Si certains sont dupes et peuvent imaginer un intérêt nouveau du Président pour la natalité du pays, en réalité cette annonce est le symbole d'une idéologie profondément rétrograde et révoltante qui s'attaque aux femmes. Car, articulée avec la suppression du congé parental au profit du congé de naissance, c'est la poursuite d'un autre objectif, bien inscrit dans la lignée libérale, de réduire toujours plus les droits des femmes et sûrement les forcer à rester au travail coûte que coûte.

À l'instar de l'hôpital public, l'Éducation est et sera au cœur de nos combats ici et à Bruxelles.

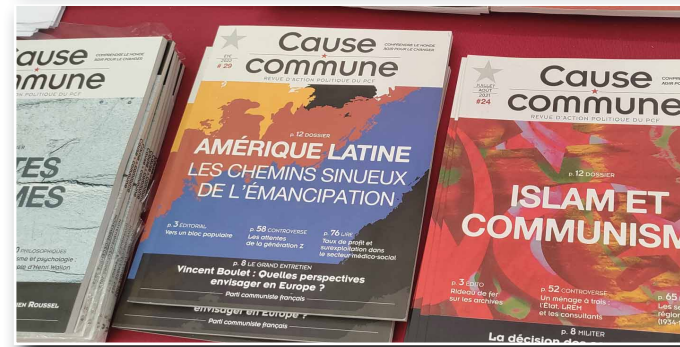
Comme l'ont évoqué des syndicalistes lors d'une rencontre avec Léon Desfontaines et Fabien Roussel, l'École est maintenant en crise globale de la maternelle à l'université. Après avoir dénoncé les propos diffamatoires de la nouvelle ministre, les personnels



ont évoqué la violence des politiques éducatives menées par le ministère et le gouvernement qui, après avoir renforcé la ségrégation scolaire, tente d'imposer aux personnels d'organiser le tri social à l'intérieur même de l'École. Les salaires et les conditions d'exercices des nombreux métiers (personnels d'éducation, de santé, sociaux, d'orientation, administratifs, d'accompagnant·e·s d'élèves en situation de handicap...) sont des préoccupations majeures car, sans amélioration significative, on ne résoudra pas les graves problèmes d'attractivité et de qualité du service public d'Éducation.

Les échanges se sont conclus sur l'urgence sociale que constitue un investissement massif dans l'école publique et laïque pour accueillir tous les élèves sans distinction, les diplômer, les émanciper par des savoirs ambitieux pour développer leur liberté de conscience à l'abri des pressions de tout bord. Fabien Roussel et Léon Desfontaines porteront ce combat, aux côtés des organisations syndicales et des personnels, dans la rue le 1^{er} février, mais aussi dans les instances parlementaires pour forcer le gouvernement à engager des actes forts au service de l'intérêt général. ✪

Sigrid Gérardin



Une déclaration de guerre aux femmes

Il faut faire naître, titrait en 1924 la revue de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. C'est le cri d'alarme et le programme d'action de la France de l'entre-deux-guerres, dont l'objectif était la défense nationale. Aujourd'hui, le choix des mots « réarmement démographique » du Président de la République est révélateur d'une tentative de rasseoir son pouvoir de chef de l'État.

Pressé de faire oublier le record de l'utilisation du 49.3, de la promulgation de la honteuse loi Immigration, et tentant de clore la séquence du remaniement qui s'est achevée par le clash de sa ministre de l'Éducation nationale, Emmanuel Macron convoque de nouveau son vocabulaire martial ; après le « nous sommes en guerre », « l'ennemi est là, invisible, insaisissable », lors de ses vœux le 31 décembre, il a utilisé pas moins de huit fois le mot « réarmer ».

Cette stratégie de communication vise à dramatiser les enjeux afin de mobiliser et créer l'union nationale autour d'un homme, un homme qui se pose en première ligne, en chef de guerre, et donc en homme incontesté et incontestable sur l'échiquier politique.

La dramatisation du chef de l'État ne répond pas à la réalité puisque la fécondité en France ne s'effondre pas.

Derrière un discours qui n'est pas sans rappeler le tristement célèbre « Travail, Famille, Patrie » du maréchal Pétain, Emmanuel Macron donne, s'il le fallait encore, un gage supplémentaire de soumission idéologique à l'extrême droite. Comme le souligne la sociologue Charlotte Debest, derrière la peur de la baisse de la natalité « se glisse toujours la question de l'immigration et des thèses nauséabondes comme celle du grand remplacement, cette peur de se faire envahir par d'autres. » On rejette l'Autre mais on repeuple dans l'entre soi. Comment ne pas faire le lien avec le roman de Margaret Atwood *la Servante écarlate* ? Comment ne pas faire le lien avec « mon corps, mon choix » ?

Il n'est pas entendable, il n'est pas acceptable que le chef de l'État utilise le ventre des femmes comme un enjeu d'État, de l'ordre de la politique publique. Les femmes n'ont pas à subir des injonctions de procréation de qui que ce soit. Personne n'a à imposer un bilan de fertilité aux hommes et aux femmes. Personne n'a à imposer l'âge auquel il faut se soumettre à cet examen invasif, qui enlève toute notion de choix personnel et intime. Personne n'a à nous imposer d'être « chosifié » au nom d'une obsession nataliste.

Ce bilan de fertilité, qui serait pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, alors que l'ensemble de la population est confronté à des dépenses de santé impactant toujours plus les restes à charge, fait l'impasse sur les difficultés réelles en matière de santé publique, à commencer par la disparition de la spécialité de la gynécologie médicale, en 1984.

Se pose également la question de la méconnaissance des causes de l'infertilité (pesticides, perturbateurs endocriniens, stress, dépistages tardifs imputables

aux déserts médicaux, renoncements aux soins), sans aucune proposition du Président de la République.

Se pose enfin la méconnaissance, ou le déni, de ce que vit la majorité des jeunes, à savoir la pauvreté, la sélection sociale, le chômage, la précarité... Exiger de cette jeunesse qu'elle s'inscrive dans un projet parental relève pour le moins de ne pas prendre la mesure d'un désastre qui n'a rien de conjoncturel ou de provisoire.

Ce moment essentiel, où se dessine la vie future d'une femme ou d'un homme, doit impérativement devenir synonyme d'autonomie et d'émancipation. Devenir parent ne se décrète pas mais se projette et se construit dans un environnement sûr.

D'autre part, au regard du désengagement de l'État en ce qui concerne la protection de l'enfance, il est légitime de se demander quelle est la véritable politique sociale et familiale que le Président de la République envisage.

Faire de l'ingérence dans la sphère intime, privée, des couples est non seulement une posture autoritaire, mais au-delà de l'injonction à procréer, pour l'avenir de la France, c'est nier les problématiques quotidiennes de la population en matière de précarité, de chômage, de pouvoir d'achat, d'accès à la santé, à la qualité de l'environnement, du logement ...

Le chef de l'État va-t-il rouvrir les maternités de proximité, des crèches publiques, des écoles ?

Le chef de l'État va-t-il revenir sur l'abaissement du quotient familial, ainsi que sur l'abaissement de la PAJE (prestation accueil du jeune enfant) ?

Le chef de l'État va-t-il proposer une politique familiale basée sur la compensation du coût de l'enfant et le retour de l'universalité de toutes les prestations familiales ?

Le chef de l'État va-t-il proposer des allocations familiales dès le premier enfant ? Parce que le coût de l'enfant, ce sont les femmes qui le payent, à commencer par les familles monoparentales composées majoritairement de femmes. Le chef de l'État va-t-il enfin porter des mesures efficaces contre les inégalités salariales entre les hommes et les femmes ? Il y a fort à parier que non. Emmanuel Macron s'est contenté d'évoquer la création d'un « congé de naissance », et les mots ayant un sens, il semble important de souligner la disparition du terme « parental » au profit du mot « naissance ». Ce congé parental qu'il diminue, passant de 3 ans à 6 mois.

Alors, si guerre il y a, c'est bien une déclaration de guerre faite aux femmes par



le Président de la République. Après une réforme des retraites désastreuse, en premier lieu pour les femmes, les promesses non tenues en matière de violences sexistes et sexuelles, dont le budget représente 0,4 % du budget total, un propos dans lequel il s'émeut d'une « chasse à l'homme » contre un acteur visé par plusieurs plaintes pour viols et agressions sexuelles, et ce sans un mot pour les victimes, la composition de son nouveau gouvernement à parité, mais certainement pas à égalité puisqu'aucune femme nommée aux ministères régaliens, à l'image d'Aurore Bergé « rétrogradée » de ministre des Solidarités à ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes, la dernière attaque illustre, s'il le fallait encore, le mépris du chef de l'État envers les femmes.

À cette politique assumée d'Emmanuel Macron, nous opposons notre libre choix de la parentalité, l'exigence d'une politique familiale universaliste, la démocratie sociale et une réforme de progrès du financement permettant d'aller vers une véritable prise en charge à 100 % et la reconquête de la Sécurité sociale sur la base de ses principes fondateurs de solidarité et d'universalité des droits. Notre réponse aux relents réactionnaires et paternalistes du Président de la République est notre exigence de progrès social par le développement des services publics.

Constitutifs de la nation, appropriation sociale collective au service de l'être humain et de la planète, les services publics sont un levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique. Ils offrent à toutes et tous un égal accès à des instruments et activités essentiels. Ils garantissent à cette fin l'effectivité des droits, sans discrimination d'aucune sorte, dans le respect des principes d'égalité, de fraternité, de laïcité, de solidarités et d'unité territoriale, qui sont ceux de la République.

À l'injonction de « il faut faire naître », nous répondons « il faut faire être, il faut faire nôtre, il faut faire société ». Une société tournée vers l'avenir, une société créant l'espoir, une société refusant la guerre. ❖

Véronique Sanchez-Voir

Fédération de l'Isère

membre de la commission nationale Santé et Protection sociale

Vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes
Ni l'orgueil ni la prière aux agonisants
Onze ans déjà que cela passe vite onze ans
Vous vous étiez servi simplement de vos armes
La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans
Vous aviez vos propres héros de nos villes
Noirs de barbe et de menaçants
L'affiche rouge au sang
Parce qu'ils étaient difficiles
Y cherchait-on l'effet de panache assants

Mul ne se souviens-tu pas de la référence
Les gens au jour pour le jour durant
Mais à l'heure de la mort les errants
Avaient écrit sur les murs LA FRANCE

Et les mots dans les échos différents
Tout se perdait pour un livre
À la fin de nos jours
Et c'est la mort qui nous a emmenés
Bonheur à mourir à la mort
Je meurs sans regret de l'allemand

Adieu la petite fleur des roses
Adieu la petite fleur et le vent
Marie-toi sois à moi souvent
Toi qui vas de l'autre côté des choses
Quand ton amour est en Irivan

Un grand soleil dans la colline
Que la nature est si belle le cœur me fend
La justice viendra et nous pas triomphants
Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline
Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant

Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent
Vingt et trois qui donnaient le cœur avant le temps
Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant
Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir
Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant

Aragon

Mort pour la France
Missak Manouchian

Vous êtes conviés à
**la soirée consacrée
à la panthéonisation
de Missak et Mélinée Manouchian**

**Lundi 5 février 2024
de 19h à 22h**

Vernissage de l'exposition
Introduction : **Fabien Roussel**
Table ronde : **Jean-Pierre Sakoun,
Pierre Ouzoulias, Denis Peschanski,
Jean Vigreux, Claudie Bassi-Lederman.**

Projection du film de
Pierre Chassagnieux et Pauline Richard
"Nous étions des combattants"

Réception

Inscription et informations :
https://www.pcf.fr/soiree_hommage_manouchian

Pour célébrer l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon le 21 février prochain, de nombreuses initiatives sont organisées par le Parti communiste français et plusieurs autres organisations.

Ces initiatives sont recensées sur notre site internet (<https://www.pcf.fr/manouchian>) et sont mises à jour régulièrement.

En voici un petit aperçu :

LUNDI 5 FÉVRIER – À PARTIR DE 19 h – PLACE DU COLONEL-FABIEN (PARIS 19e)

Vernissage de l'exposition consacrée à la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian

Inscription en ligne (https://www.pcf.fr/soiree_hommage_manouchian)
VENDREDI 9 FÉVRIER – À PARTIR DE 14 h – PALAIS DU LUXEMBOURG (PARIS 6e)

La Fondation Gabriel-Péri organise une après-midi d'étude (14 h-18 h), sous la présidence de Pierre Ouzoulias, ayant pour thématique l'Affiche Rouge et les FTP-MOI.

Attention, l'inscription est obligatoire pour accéder au Palais du

Luxembourg : inscription@gabrielperi.fr

MARDI 20 FÉVRIER – À PARTIR DE 19 h – PLACE DU COLONEL-FABIEN (PARIS 19e)

Manouchian poète – avec le parrainage de la revue *Europe*. Avec Manouchian – avec la participation, notamment, de **Astrig Atamian, Pascal Convert, Didier Daeninckx, Georges Duffau-Epstein, Serge Wolikow.**

MERCREDI 21 FÉVRIER – PLACE DU COLONEL-FABIEN (PARIS 19e)

Hommage des communistes **Assan Lakehouli, Les communistes et la nation France Yvette Lucas, Le PCF et l'internationalisme**

**CÉLÉBRONS COMME IL SE DOIT CE MOMENT HISTORIQUE DE COMMÉMORATION
DES COMBATTANT·ES DE LA RÉSISTANCE COMMUNISTE !**

Gérard Streiff **MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN**

Un couple en Résistance

préface de **Didier Daeninckx**
postface de **Jean-Pierre Sakoun**



**Une biographie croisée
à l'occasion de l'entrée
au Panthéon, le 21 février
2024, du célèbre couple
de résistants**

21 février 1944, prison de Fresnes. Missak Manouchian écrit à Mélinée : « Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. [...] Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. »

Trahi, traqué, arrêté, torturé, jugé par un tribunal militaire allemand avec ses camarades, Missak apparaît au milieu de l'affiche rouge qui recouvre bientôt les murs des villes de France pour attiser la haine contre les « terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques », affiche très vite devenue le symbole du courage et du sacrifice.

Mélinée, sa « petite orpheline bien-aimée », échappera à l'arrestation avec l'aide de la famille Aznavourian. Pour, très vite, reprendre une activité dans la Résistance. Et, après-guerre, entretenir la mémoire des héros des FTP-MOI.

Mais les connaît-on si bien, ces deux apatrides portés par le rêve communiste, rebelles qui s'étaient choisis une patrie : la France ? Missak, le poète, l'idéaliste, le « chef de bande ». Mélinée, la compagne, l'organisatrice, la militante. Gérard Streiff entremêle leurs destins dans ce récit : le génocide, l'exil, l'engagement, la clandestinité, la guérilla, l'exécution au Mont-Valérien. Leur amour resté inachevé et leur légende qui n'a cessé de grandir.

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien *L'Humanité* (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines *Révolution* et *Regards*. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'*Un soldat allemand dans la Résistance française* (Oskar éditeur, 2011) et *Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance* (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de *Missak* (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse *Missak, l'enfant de l'affiche rouge* (Rue du monde, 2009) et *Avec les Manouchian* (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : **LP Conseils / Patricia Ide Beretti**
patricia@lp-conseils.com

Tél. : 07 79 82 30 75

La question des médecins cubains

Notre Atelier citoyen santé Bretagne PCF, atelier législatif créé en 2012, s'est fixé comme objectif de développer les débats sur les questions de santé avec une expression libre dans le cadre de l'activité du PCF.



...cins cubains de travailler en France. Une déclaration du gouvernement français s'impose...». Cette lettre parue dans *À Cœur ouvert*¹, suivie d'un débat à la fête de l'Humanité Bretagne, débouche sur une réunion à laquelle participe un médecin urgentiste, délégué régional et national de l'AMUF². La décision est prise de travailler sur l'élargissement, le rassemblement des forces au plan du GHT et sur des propositions concrètes : régularisation et titularisation des médecins *Diplômés hors Union européenne* (PADHUE), augmentation de formations de médecins dans nos deux facultés de médecine bretonnes, signature d'un décret par le gouvernement permettant l'envoi temporaire de médecins et soignants cubains pour éviter la fermeture de services vitaux à la population...

Portée par le syndicat CGT de l'hôpital guingampais et par le président de Guingamp Paimpol Agglomération lors d'une rencontre avec le préfet – « On a des possibilités d'accueillir des médecins étrangers (notamment de Cuba) dans notre pays... Il faudrait faciliter la venue de ces médecins³... » –, cette idée fait son chemin... Tout doit être mis en œuvre pour obtenir la levée du blocus : l'initiative du PCF en direction

de Cuba s'inscrit dans cet élan de solidarité réciproque pour nos deux peuples. ✘

Christiane Caro

Atelier citoyen santé Bretagne PCF

1. Parution trimestrielle de la Commission nationale Santé en direction des établissements de santé. En Bretagne, un certain nombre de fédérations et de sections du PCF assurent une diffusion trimestrielle.

2. Association des Médecins urgentistes de France.

3. <https://hitwest.ouest-france.fr/acces-aux-soins-les-elus-costarmoricains-ne-lachent-pas-l-affaire>



PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

À la ferme comme à l'usine : vivre des fruits de son travail

Depuis plusieurs jours maintenant, le monde agricole se mobilise très largement et partout en France pour dénoncer une situation devenue insupportable. Ils sont des milliers à bloquer les routes, et manifester pour dénoncer une situation de précarité inédite. Les travailleurs de la terre sont au bord de l'asphyxie. Tout bonnement dépassé par la situation, le gouvernement ne semble apporter aucune réponse aux mobilisations.

Aujourd'hui, les travailleurs agricoles, et particulièrement les jeunes qui souhaitent s'installer, sont pris en étau entre d'un côté la grande distribution, et de l'autre l'industrie agroalimentaire. Résultat : les prix fluctuent selon les bons vouloirs du marché, mais les coûts de production augmentent. Encore plus 10 % sur les factures d'énergie au 1^{er} février. Ce que veulent aujourd'hui les agriculteurs, c'est avoir un contrôle sur les prix, pas des primes ! Selon de nombreuses études, l'agriculteur ne recevrait aujourd'hui que 10 % de la valeur ajoutée au sein de la chaîne de production et de distribution de l'agroalimentaire. À la ferme, comme à l'usine, un seul mot d'ordre : vivre pleinement des fruits de son travail ! Cette situation, si elle empire de façon exponentielle, n'a rien d'inédit. Depuis des dizaines d'années maintenant, l'Union européenne est un carcan pour les agriculteurs français. En multipliant les accords de libre-échange, encore récemment avec la Nouvelle-Zélande, Bruxelles organise la "concurrence libre et non faussée" des travailleurs agricoles, au détriment de leurs salaires. De même, les normes écologiques imposées sont vécues comme une violence : d'une part, aucun accompagnement des agriculteurs vers une production raisonnée n'est pris en charge ; de l'autre, elle autorise l'import massif de produits qui ne sont pas soumis aux cahiers des charges européens. On autorise donc à entrer en France des produits que l'on interdit aux agriculteurs de produire. La voilà donc la "concurrence libre et non-faussée" !

Les Jeunes communistes disent stop ! Les agriculteurs ne peuvent pas être jetés en pâture sur les marchés mondiaux, soumis aux traités de libre-échange et menacés en permanence par l'élargissement continu de l'Union européenne.

Le MJCF exige la sortie de la France de l'ensemble des traités de libre-échange qui menacent notre souveraineté et tirent les prix des productions agricoles vers le bas.



Nous demandons la mise en place d'un organisme public de régulation et de contrôle des prix permettant à chaque agriculteur de vivre dignement des fruits de son travail, et à chaque consommateur d'avoir accès à des produits de qualité à des prix abordables.

Nous souhaitons mettre en place un autre cadre de coopération entre la France et les pays, dans l'Europe et dans le monde, basé sur le respect de la souveraineté de chacun, l'accompagnement à la transition écologique, et la juste rémunération des agriculteurs.

Les jeunes communistes appellent très largement toutes celles et tous ceux qui souhaitent mener de front la bataille pour notre souveraineté agricole à se mobiliser le 9 juin prochain autour de la liste portée par Léon Deffontaines. ✪

Bastien Bonnargent



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Mobilisations massives contre l'extrême droite en Allemagne

Alors qu'elles durent depuis le 17 janvier, avec deux week-ends consécutifs de manifestations exceptionnelles par leur ampleur, les mobilisations qui ont lieu actuellement en Allemagne sont totalement ignorées des médias français.

Plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues lors du week-end du 20-21 janvier, dont 350 000 à Berlin et 250 000 à Munich, pour dire non à l'extrême droite et à la montée du parti AfD ; pendant la semaine qui a suivi, ce mouvement de protestation a gagné de très nombreuses villes, y compris moyennes et petites, dans toute l'Allemagne. Le week-end du 27-28 janvier a vu le mouvement s'étendre et se renforcer et aussi gagner l'Autriche où l'extrême droite se tient également en embuscade.

L'élément déclencheur fut la révélation par le site d'investigation *Correctiv* de la tenue d'une réunion secrète le 25 novembre dernier dans un hôtel de Potsdam de personnalités d'extrême droite allemandes et autrichiennes pour discuter d'un plan de « remigration » de plus de deux millions d'étrangers et de citoyens allemands d'origine étrangère non suffisamment assimilés vers l'Afrique du Nord. À cette réunion participaient des responsables de l'AFD ainsi que des membres de « l'Union des Valeurs », groupe ultra conservateur au sein de la CDU mais qui vient de faire scission. Était aussi présent l'extrémiste néonazi autrichien Martin Sellner, l'un des propagateurs du concept de « remigration » que l'on retrouve d'ailleurs dans le programme électoral de l'AFD, mais sans les précisions effrayantes des discussions de Potsdam.

Ces révélations sur les dérives néonazies de l'extrême droite ont provoqué un choc énorme en Allemagne, comme le montre la comparaison qui y est faite avec la conférence de Wannsee de 1942 où fut décidée la « Solution finale », précisément au moment où l'on commémore le souvenir de l'holocauste à la date anniversaire de la libération d'Auschwitz le 27 janvier 1945. Au-delà des réminiscences historiques, c'est soudain la prise de conscience aiguë du danger que représente la montée de l'extrême droite qui s'est emparée d'une large partie de la population dans des manifestations organisées par des associations et collectifs de la société civile. C'est que les sondages donnent l'AFD à plus de 20 % pour les élections européennes, et à plus de 30 % dans 3 Länder de l'Est où auront lieu des élections régionales à l'automne prochain. Entre-temps, les responsables des partis politiques, le Chancelier, les ministres, les élus régionaux prennent la parole pour saluer et soutenir ce mouvement, mais ce sont bien les citoyens qui alertent sur le risque d'un possible mouvement de bascule dans la société et sur l'urgence qu'il y a à agir contre l'extrême droite. Ce sursaut salutaire des consciences montre que l'antnazisme est fortement ancré dans la population allemande, ce



dont il faut se réjouir.

Les mobilisations actuelles en Allemagne et en Autriche peuvent être un signal pour les peuples d'Europe : il ne faut tolérer de la part des gouvernements et des partis établis aucune compromission avec les idées nauséabondes de l'extrême droite sur l'immigration. Les conservateurs allemands et autrichiens font comme leurs homologues en France et en Europe, ils croient pouvoir reprendre à leur compte certaines propositions extrémistes et nourrissent ainsi toutes les dérives. Cependant, les raisons du malaise de la société allemande et la détresse sociale de larges secteurs de la population n'ont pas disparu. Le rejet massif des positions extrémistes ne suffira pas si l'on ne s'attaque pas aux causes profondes de la montée de l'AFD. À cet égard, la politique de l'actuelle coalition au pouvoir en Allemagne qui prône le retour à la rigueur et rogne sur l'État social suscite colère et désespoir que l'AFD cherche à dévoyer. Cette politique reflète celle des autres gouvernements européens de cette Europe libérale incapable de répondre aux besoins des habitants et des peuples.

Pour combattre et battre l'extrême droite, il nous faut certes intensifier les mobilisations populaires et dénoncer ses projets comme le font nos voisins, mais il nous faut en outre proposer les alternatives nécessaires. C'est ce qui figurera au cœur de la prochaine campagne pour les élections européennes. En tout cas, l'actualité nous le montre : les dérives droitières ne sont pas fatales ! ✪

Alain Rouy

Collectif Europe, secteur International du PCF



1804-2024 *Haiti*
et
sa révolution

vendredi 2 février
à 18 heures

Histoire, débat et interludes artistiques tambours, danse, exposition de peintures, buffet haitien et dégustation de rhum.

Espace Niemeyer -
2 place du Colonel Fabien Paris 19e

RHUM STORE K PROMART HAITI European LEFT PCF

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),
Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,
Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA